

Vosges : les machines de l'ancienne papeterie de Docelles "sabotées" avant leur vente aux enchères

L'ancien matériel de la célèbre papeterie UPM de Docelles (Vosges) est mis aux enchères mardi. Mais les machines ont été endommagées par l'ex-proprétaire pour éviter un rachat par la concurrence.

Article rédigé par [Benjamin Illy](#)

Radio France

Publié le 24/10/2017 08:07 Mis à jour le 24/10/2017 17:10

Dans les Vosges, la commune de Docelles croyait avoir tourné la page douloureuse de la fermeture de sa grande papeterie en 2014. C'était sans compter sur la découverte faite à l'occasion de la vente aux enchères du matériel mardi 24 octobre. L'ex-proprétaire, le groupe finlandais UPM, a endommagé les machines pour éviter un rachat par la concurrence. Les anciens salariés vivent très mal ce nouvel épisode.

Une épreuve supplémentaire

Docelles, une commune de près de 1 000 habitants traversée par la Vologne, est comme greffée à l'immense papeterie à l'entrée de la commune. L'usine UPM, fondée en 1452 a fermé il y a trois ans. À l'époque, la suppression de 162 emplois a été dramatique pour Docelles. Les conséquences sont toujours visibles. Une habitante montre les panneaux aux alentours : "*À vendre, à vendre*". Le maire, Christian Tarantola, n'a pas l'intention d'assister à l'épilogue de la saga industrielle que doit constituer la mise aux enchères du matériel.

C'est trop dur. Le pire est arrivé. On nous a cassé les machines. Symboliquement, c'est fort. Et tout ça pour que ça n'aille pas à la concurrence.

Devant le site de l'ancienne usine, finalement vendu en juin dernier par l'ex-proprétaire finlandais, des camions vont et viennent. Gildas Bannerot, un ancien délégué CFDT et Roland, électricien pendant 46 ans à la papeterie, assistent au déménagement. "*Ils démontent du matériel*", expliquent-ils, dépités. Mais du matériel, "*l'outil de travail*", qui ne sert plus à rien.

C'est lamentable, c'est du sabotage. Ce sera vendu comme de la ferraille.

L'ancien syndicaliste, Gildas Bannerot, est persuadé que si les rouleaux de la machine à papier n'avaient pas été percés, le matériel aurait pu encore servir.

Le papier ne les intéresse plus. C'est le capital, le pognon !

Le président d'UPM France, Jean Kubiak, joint par franceinfo, réfute fermement le terme de sabotage. Il reconnaît toutefois que sa société refusait de vendre du matériel opérationnel. La crainte, c'était bien que des concurrents s'en emparent dans un contexte difficile, dit-il, pour la filière.

Docelles : l'écoeurement après le sabotage des machines de l'ancienne papeterie

Dimanche 22 octobre 2017 à 17:26 -

Par [Cédric Lieto](#), **France Bleu Sud Lorraine, France Bleu**

Alors qu'elles devaient être mises aux enchères ce mardi à Epinal, on apprend que les machines de l'ancienne papeterie UPM de Docelles, fermée en 2014, ont été sabotées par leur propriétaire pour empêcher un concurrent de s'en servir.

C'est le journal Le Monde qui a dévoilé l'information le premier ce samedi 21 octobre. Les machines de l'ancienne papeterie UPM de Docelles dans les Vosges, fermée depuis début 2014, qui seront vendues ce mardi à Epinal ne seront pas utilisables. Elles ont été sabotées par le groupe finlandais pour empêcher un concurrent de s'en servir. Une information **que confirme à France Bleu Lorraine, Christian Tarantola, le maire de la commune de Docelles**. Des trous ont été percés il y a plusieurs semaines pour saboter l'outil de travail. Cette papeterie fonctionnait depuis le 15^e siècle.

"De vrais papetiers n'auraient pas fait ça"

Une opération qui a le don d'écoeurer Christian Tarantola qui s'est battu pour sauver l'usine et les 160 emplois présents sur sa commune :

C'est scandaleux. Nous sommes dans un village papetier depuis des siècles et des siècles [...] Les ouvriers ont toujours respecté l'outil de travail, il y a toujours eu un profond attachement à la machine même quand l'usine était à vendre et qu'elle produisait encore. Ca me fait mal de voir ça [...] De vrais papetiers n'auraient pas fait ça.

UPM sabote les machines de la papeterie Docelles (88) avant les enchères

Leur propriétaire a détruit les outils de production de son usine pour empêcher un concurrent de s'en servir, prouvant dans le même temps les accusations des anciens salariés.

Faustine Loison Publié le 23-10-2017

L'information révélée par le journal ***Le Monde*** a de quoi dégoûter... Toutes les machines de la [papeterie](#) Docelles ont sciemment été abîmées, sabotées. Trois ans après la [fermeture](#) de l'[usine](#) à papier de Docelles dans les Vosges, ces machines seront mises aux enchères mardi 24 octobre 2017 (lire [La papeterie de Docelles dispersée lors d'une vente aux enchères](#)).

Mais avant l'été, juste avant que le site ne soit vendu à une entreprise locale de recyclage, Jean Kubiak, président et directeur général de **UPM France**, a **donné l'ordre de casser toutes les machines sur instruction du groupe finlandais.**

Des trous, des trous...

Les dizaines de cylindres de métal utilisés pour transformer la pâte en papier ont tous été percés. Même un neuf, encore dans son emballage, un outil qui coûte 700 000 euros. Christian Tarantola, le maire de Docelles, a confirmé à *L'Est Républicain* les informations du *Monde*. La caisse de tête, la table et la vingtaine de robinets qui partageaient la pâte à papier ainsi que tous les rouleaux de la partie sécherie ont bel et bien été percés.

Le but de cette opération ? Que les machines ne puissent pas être utilisées par leurs nouveaux acquéreurs, concurrents potentiels. Ainsi mardi, beaucoup de lots devraient être vendus seulement au [prix](#) de la ferraille.

La "duperie" ainsi démontrée

Après la [fermeture](#) de l'[usine](#) et l'échec des négociations de reprise de l'activité par des salariés, les ex-employés avaient dénoncé, devant les tribunaux notamment, la "*duperie évidente*" du groupe.

Ils affirmaient haut et fort que UPM n'avait jamais eu l'intention de vendre l'[usine](#) à papier, mais plutôt de réduire les capacités de production du papier en Europe (pour plus de détails, lire [Cruelle déception pour la Scop de la papeterie de Docelles](#) et [Amère fin pour les ex-salariés de l'usine UPM de Docelles](#)). Cette fois, preuve en est faite.

Plus d'articles sur les chaînes :

Papeterie. À Docelles, le patron sabote l'usine UPM

Mercredi 25 Octobre 2017

Kareen Janselme

Pour éviter la concurrence, l'industriel finlandais a préféré détruire l'outil de production après avoir fermé l'usine.

Il y a des dirigeants d'entreprise qui mettent la clé sous la porte du jour au lendemain et profitent de la nuit pour déménager l'usine. Il y a maintenant des patrons casseurs qui mettent en pièces la machine pour éviter qu'elle ne profite à la concurrence. Et tant pis pour les salariés sur le carreau. Les adeptes du néolibéralisme n'en finissent pas d'innover. En 2013, le propriétaire finlandais UPM s'apprête à fermer la plus vieille papeterie d'Europe, à Docelles dans les Vosges. 163 salariés travaillent dans cette usine, construite en 1478 au bord de la Vologne. Si le groupe UPM prétend au départ chercher un repreneur, les salariés ne lui font pas confiance et préparent un projet de coopérative pour récupérer la papeterie. Ils veillent sur les machines, se battent en justice pour préserver l'outil de travail. Mais rien n'y fera.

L'industriel ferme définitivement l'usine en 2014. En juin de cette année, les bâtiments ont été cédés à une entreprise de recyclage de la région. Ne restent que les machines, les équipements de laboratoire... et la pièce maîtresse : la machine fabriquant 1 200 mètres de papier par minute, valant plusieurs millions d'euros. Plutôt que la céder aux salariés, soutenus par les pouvoirs publics, le patron a préféré percer les cylindres, détruire l'outil de production afin d'éliminer la concurrence. Hier, les pièces détachées ont rejoint le lot des machines mises aux enchères à l'hôtel de ventes d'Épinal. Depuis des années, la Filpac-CGT dénonce une entente entre les producteurs papetiers européens pour réduire la capacité de production européenne et faire monter les prix de vente. Comme sur le site d'ArjoWiggins à Wizernes (Pas-de-Calais), où les anciens salariés en appellent aux élus et à l'État pour faire valoir leur droit de préemption afin de préserver l'emploi industriel papetier.